

intéresse à tous les points de vue, non seulement à cause de la possibilité dont mon honorable ami a parlé hier. Le Canada est la plus belle terre qui pourrait devenir la proie d'un ennemi à la fin d'une guerre. Mais que dire des Antilles, de Terre-Neuve et de toutes les autres possessions britanniques qui, au cas où l'Angleterre serait vaincue, passeraient sous la domination nazie? Serait-ce dans l'intérêt du Canada d'avoir de tels voisins si près de lui?

On a beaucoup parlé de troupes expéditionnaires. Je tiens à dire tout d'abord que j'approuve ce qu'a dit le premier ministre hier. Les demandes nous arrivent nombreuses,—et elles viennent aussi de Québec,—de la part de personnes qui désirent s'enrôler. Loin d'encourager les gens à ce faire, nous avons plutôt pris pour attitude qu'il est préférable d'agir d'une manière ordonnée, afin d'éviter la confusion, et aussi de consulter ceux que nous voulons aider. Mais si le besoin s'en fait sentir, est-il un seul membre de cette Chambre qui croie qu'un gouvernement canadien, celui-ci ou un autre, pourrait s'opposer aux milliers de volontaires qui voudraient aller combattre pour l'Angleterre et la France? Mon honorable ami, le député de Beauharnois-Laprairie (M. Raymond), croit-il que le gouvernement, même s'il comprenait l'honorable député pourrait résister à la pression faite de toutes parts au Canada en faveur d'un corps expéditionnaire? Malheureusement, ou heureusement, à mon avis, le pays doit être administré par un gouvernement et nul gouvernement ne saurait rester au pouvoir s'il refusait d'agir selon la volonté de la grande majorité des Canadiens.

Mais on a proposé autre chose dans certains journaux et à certaines assemblées tenues au cours de ces jours derniers, et j'ai presque honte d'y faire allusion. D'aucuns disent: "Laissez aller les volontaires qui le désirent, mais laissez l'Angleterre solder la note, ou encore que ceux qui prennent l'initiative d'organiser un régiment en supportent les frais." Ils disent: "Allez, mais que l'Angleterre en défraie le coût, ou acquittez-le vous-même." C'est là, monsieur l'Orateur, une proposition éhontée, déshonorante. C'est dire: "Libre à vous de sacrifier votre vie, de verser votre sang, mais votre pays refuse de payer les dépenses que comporte votre sacrifice." Je suis trop fier, j'ai trop le sens de la dignité du Canada pour m'arrêter à discuter une telle proposition. Je suis étonné qu'il se trouve un homme, dont on puisse dire, pour employer les mots de notre hymne national, "Il est né d'une race fière", pour entretenir un projet aussi ignoble. Au moyen-âge, les pays européens engageaient des mercenaires du monde entier pour leurs guerres. Les Canadiens ne seront jamais des mercenaires à la solde d'un pays quelconque, pas même de la

Grande-Bretagne. Si les Canadiens vont sur les champs de bataille, ils iront là volontairement comme Canadiens, sous le contrôle du Canada, commandés par des Canadiens et aux frais du Dominion du Canada.

Je veux maintenant dire un mot sur un sujet que plusieurs honorables députés ont discuté, sur l'extrême nécessité de la tolérance et de la modération. Cela n'est pas vrai qu'en temps de guerre, et je crois que l'honorable député de Rosetown-Biggan (M. Coldwell) l'a souligné cet après-midi. Nous sommes aussi destinés à vivre ensemble plus tard. Fils d'un même pays, frères dans une même famille, n'est-il pas impérieux, pour l'avenir du Canada comme pour le succès de la guerre, que nulle région du Canada, nulle race, nulle croyance n'infligent à d'autres régions, à d'autres races ou à d'autres croyances des blessures incurables qui pourraient détruire à jamais notre pays?

J'aborde maintenant un sujet plutôt délicat. Je le ferai néanmoins avec la même franchise que j'ai manifestée jusqu'ici. Je puis affirmer à l'honorable député de Lethbridge (M. Blackmore) et aux autres membres de son parti que je ne voudrais dire quoi que ce soit de nature à les blesser personnellement. Je crois donc, monsieur l'Orateur, qu'il existe présentement deux courants extrêmes d'opinion que nous devrions éviter et qui sont de nature à amener la désunion du Canada à un moment où le contraire est nécessaire. Il y a en premier lieu ceux qui veulent fermer les yeux à la froide réalité et disent que le Canada peut et doit rester neutre. Ils expriment cette opinion dans un langage que je voudrais un peu plus modéré à l'égard de l'Angleterre, de l'empire et de la France, langage qui, selon moi, n'est pas propre à favoriser l'unité au Canada. Et en vue de l'union, disent-ils,—c'est ce qu'a déclaré l'honorable député qui m'a précédé—"pour l'amour de l'union, restons neutres." Je vais dire à l'honorable député en quoi mon opinion diffère de la sienne. Je sais, et je crois qu'il devrait savoir, qu'en vue de l'union nous ne pouvons être neutres au Canada.

L'autre opinion est celle des gens qui, fermant aussi les yeux à la réalité, se font les protagonistes d'une politique qui désunirait le Canada, car de telles mesures ne seront jamais acceptées ou appliquées par et dans une partie très importante du pays. La province entière de Québec—et je parle ici avec toute ma responsabilité et la solennité que je puis donner à mes paroles—ne voudra jamais accepter le service obligatoire ou la conscription en dehors du Canada. J'irai encore plus loin.

Quand je dis "toute la province de Québec", je veux dire que telle est aussi mon opinion personnelle. Je suis autorisé par mes